

<https://www.snetap-fsu.fr/Une-rentree-difficile-Declaration-liminaire-de-l-Elan-Commun-au-CNEA-du-16.html>



Une rentrée difficile. Déclaration liminaire de l'Elan Commun au CNEA du 16 octobre 2025

- Nos Actions - Le SNETAP-FSU dans les instances - Conseil National de l'Enseignement Agricole (CNEA) -
Date de mise en ligne : jeudi 23 octobre 2025

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

Mesdames et Monsieur les membres du [CNEA](#), Monsieur le Président, nous aurions aimé dire Madame la Présidente parce que cela aurait pu vouloir dire que la nouvelle Ministre de l'Agriculture, Madame GENEVARD, à l'inverse de ses prédécesseurs aurait présidé le CNEA et aurait pu entendre nos propos liminaires et notre perception depuis le terrain : celle d'une rentrée difficile...

Une rentrée que vos services Monsieur MAURER avaient placée sous le signe, notamment des valeurs de la République. Mais la réalité de ces derniers jours nous rappelle ô combien ce combat est nécessaire mais sera difficile. Que ce soit l'agression au couteau au lycée agricole d'Antibes (heureusement aujourd'hui l'état de santé des deux victimes est rassurant mais les effets sur l'ensemble de la communauté éducative seront longs) ou les propos et actes racistes vis à vis de deux élèves du lycée agricole de Luçon Pétré en Vendée, ces deux situations nous rappellent que notre système éducatif n'est pas épargné par la violence et le racisme. Difficile aussi de rendre hommage à nos collègues tués dans l'exercice de leurs fonctions avec des préconisations diffusées la veille...

Une rentrée qui était aussi placée sous le signe de la priorité à l'enseignement, priorité au renouvellement des générations mais qui est aussi difficile de ce point de vue là . Les conséquences des 25 suppressions de postes dans l'enseignement agricole public sont là. Difficile aussi car l'absence de politique publique pour rendre attractif le métier d'enseignant conduit encore à des classes sans enseignant. Difficile aussi, par exemple, de faire appliquer la note de service des [AESH](#) pourtant parue en 2024 avec son lot de précarisation supplémentaire des agents.

Une rentrée difficile enfin car le projet de Loi de finances 2026 est dorénavant connu. Les années se suivent, et se ressemblent. Dans le technique, on constate une augmentation des crédits de personnels pour les établissements privés temps plein, alors que les établissements publics, malgré la correction technique intervenue en LFI 2025, sont toujours maltraités et supportent à eux seuls la baisse de 2.6% des crédits du titre 2. Une bonne nouvelle, ce serait la fin annoncée du Pacte Enseignant. Cependant, les missions, telles que le suivi handicap, ne sont toujours pas pérennisées.

Pour les personnels, l'intégration (dans le titre 2) des [AESH](#) est effective, mais nous attendons la même mesure pour tous les AED. Sur un autre registre, nous saluons la poursuite de la reconstruction des infrastructures de l'[EPN](#) de Mayotte, ainsi que la revalorisation de la dotation de l'EPN de Rambouillet. Par contre, les établissements de recherche (INRAE, [ACTA](#),...) subissent une baisse de leurs subventions alors que ces acteurs sont sollicités pour venir en appui aux politiques publiques. Enfin, les effectifs des établissements d'enseignement supérieur agricole publics augmentent, mais pas leurs subventions pour charge de service public qui elle diminue, ni leur capacité à accueillir, par défaut de dotation de fonctionnaires, des agents contractuels sur budget.